

ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES

Compte-rendu du 11 avril 2019

Session 6 - Carcassonne

Synthèse des propositions



ASSEMBLÉE
DES **TERRITOIRES**

SOMMAIRE

Le mot de la Présidente	5
Édito de la Vice-Présidente	6
Edito des Co-Présidents de l'Assemblée des Territoires	7
Les grandes dates de l'Assemblée des Territoires	9
La 6 ^e session de l'Assemblée des Territoires	10
Le changement climatique, fil rouge d'ateliers denses et riches en propositions	12
Un travail collaboratif entre l'Assemblée des Territoires et le Parlement de la Montagne	22
Un échange avec la Présidente et des réponses apportées aux questionnements des élus en session plénière	23
Questions posées à la Présidente	25



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Cette 6^e édition de l'Assemblée des Territoires est l'occasion pour moi de saluer encore une fois le travail et l'engagement depuis près de 2 ans des 158 membres de cette assemblée, représentant l'ensemble de la région.

La République des territoires que je défends se construit ici, au cœur de cette Assemblée unique en France. A la fois espace de concertation, de dialogue et de proposition, cette instance est au plus près des enjeux du terrain et nous permet d'apporter un accompagnement adapté à chaque territoire.

Les élus locaux ont formulé de nombreuses propositions (évolution du dispositif Bourg-Centre, prise en compte de l'apport des territoires ruraux pour l'ensemble de la région dans le cadre du futur SRADDET Occitanie 2040, mise en place de guichets uniques pour la gestion des demandes de subventions, création d'un dispositif d'avance de trésorerie en faveur des porteurs de projets européens LEADER, etc.) pour enrichir le projet régional en matière d'aménagement et de développement des territoires. Je

tiens à les en remercier aussi bien pour leur contribution que leur expertise qui continue d'enrichir l'action régionale au plus près des besoins de nos concitoyens.

Lors de la précédente session de l'Assemblée des Territoires, organisée à Sorèze dans le Tarn au mois d'octobre 2018, les élus ont choisi de consacrer cette journée d'échanges du 11 avril à Carcassonne aux enjeux liés au changement climatique. Effectivement, l'urgence est là.

On le ressent déjà : les différentes catastrophes climatiques comme dans l'Aude l'automne dernier, l'avenir de l'usine diesel Bosch à Rodez et son millier de salariés, les impacts sur l'agriculture et notamment le stress hydrique de la vigne, l'enneigement des stations de montagne, le recul du trait de côte... sont autant de signes avant-coureurs.

Au travers des 4 ateliers de cette journée, l'Assemblée des Territoires prend la mesure de ces enjeux en travaillant concrètement sur les pratiques et les actions à mener à l'échelle des 73 bassins de vie vécus par les habitants.

Des questions pertinentes et concrètes sont posées. Elles concernent les facteurs clés de succès, le rôle des différents acteurs ou les freins rencontrés par les territoires en matière de production d'énergies renouvelables, d'aménagement durable, d'érosion du trait de côte ou encore d'économie circulaire.

L'action de la Région dans cette perspective est essentielle : éco-chèque logement, éco-chèque mobilité, mise en place du service public de la performance énergétique et de l'habitat, charte sur les perturbateurs endocriniens, « zéro plastique » dans nos lycées... La Région se mobilise pour construire, avec les acteurs du territoire, un nouveau modèle de développement, dans la droite ligne de notre ambition : être la 1^{ère} Région à énergie positive d'Europe.

Comme il est nécessaire de poursuivre nos efforts, d'imaginer des solutions nouvelles, la Région sera particulièrement à l'écoute des propositions formulées par l'Assemblée des Territoires et se mobilisera pour bâtir les politiques régionales innovantes et réactives, au plus près des réalités du terrain.

Carole DELGA
Présidente de la Région
Occitanie /
Pyrénées-Méditerranée



ÉDITO DE LA VICE-PRÉSIDENTE

Après 2 années de fonctionnement, 6 sessions plénières et des journées de travail en intersession, les 158 élus de l'Assemblée des Territoires et leurs suppléants ont échangé leurs expériences, partagé leurs innovations et formulé de nombreuses recommandations au Conseil Régional pour mieux cibler l'action publique au plus près des besoins des territoires.

Je tiens à remercier les membres de l'Assemblée des Territoires qui, par leur implication et leur expertise, ont fait entendre la voix des 73 bassins de vie vécus par les habitants et fait rayonner les territoires dans leur diversité, au service de la Région Occitanie.

Nous pouvons être fiers d'avoir su rendre opérationnel, tous ensemble, cet outil novateur de démocratie participative. Le contexte national nous prouve la nécessité de renforcer les liens qui nous unissent, qui unissent les habitants, les élus, les administrations, au sein des territoires, et c'est bien parce que c'est « d'humain » dont il s'agit, qu'il nous rappelle également à nos responsabilités et à notre obligation de réussir collectivement.

Être à l'écoute, échanger, co-construire sont les fondamentaux de ce qui nous rassemble, pour bâtir une politique régionale au service de tous, fondée sur les problématiques communes et qui prends en compte les spécificités de nos territoires. J'en prends d'autant plus la mesure dans l'élaboration du SRADDET « Occitanie 2040 » qui constitue le socle d'une plus grande solidarité entre tous les territoires régionaux.

Ce travail collectif fait partie de l'ADN de cette Assemblée des Territoires qui, depuis sa création en 2016, a contribué efficacement à l'action régionale en formulant des propositions innovantes et pertinentes sur les différents chantiers poursuivis. Qu'il s'agisse de la stratégie régionale sur l'eau H2O 2030, du dispositif des Bourgs-Centres, des Tiers-Lieux, du Tourisme Expérientiel, du SRADDET « Occitanie 2040 », des circuits alimentaires de proximité, de la déclinaison des fonds européens ou encore du Plan Montagne, les préconisations ont été nombreuses et toujours utiles.

Cette 6^e session de l'Assemblée des Territoires a été placée sous le signe du changement climatique. Cette préoccupation nous concerne tous. Le dernier

rapport du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) nous enseigne que les conséquences d'un réchauffement sont multiples : sécheresses, intempéries, extinctions d'espèces, déstabilisation des calottes polaires, montée des eaux sur le long terme...

Face à cette urgence climatique, il est nécessaire de prendre dès maintenant des orientations adaptées pour les générations futures en repensant notre manière d'occuper la terre et d'accélérer la transition énergétique.

C'est le sens des 4 ateliers qui se sont tenus lors de la journée du 11 avril dernier en dessinant le rôle des territoires dans leur contribution à la Stratégie Région à Énergie Positive. La richesse des propositions de l'Assemblée des Territoires constitue un socle solide sur lequel la Région saura s'appuyer pour construire un nouveau modèle de développement solidaire et durable.

Florence BRUTUS

Vice-Présidente de la Région en charge de l'aménagement des territoires, des TIC et des politiques contractuelles



ÉDITO DES CO-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES

L'actualité sociale de ces derniers mois a montré l'importance de la concertation des citoyens et des acteurs territoriaux pour mieux considérer les besoins et les associer aux décisions stratégiques de notre pays.

Avec l'Assemblée des Territoires, la Région Occitanie dispose d'un formidable outil pour répondre à cette impérieuse nécessité de prise en compte des propositions des territoires.

La Présidente de Région Carole Delga a récemment déclaré que « les territoires, et ceux qui les animent, sont la principale force d'une région comme la nôtre ». Nous partageons ce constat à 100%. Notre Assemblée des Territoires rapproche en effet l'institution régionale des enjeux du terrain et permet au Conseil Régional d'accompagner les territoires au plus près de leurs besoins.

L'année 2019 marque une nouvelle étape dans la construction de cette assemblée unique en France, avec plus de contenus, plus d'interactivité. Cette 6^e session de l'Assemblée des Territoires a été l'occasion de poursuivre la méthodologie novatrice de dynamisation des échanges, en utilisant à nouveau les outils numériques pour une plus grande participation et un dialogue facilité entre les territoires et le Conseil Régional.

Pour répondre au souhait exprimé à Sorèze en 2018, les élus se sont concentrés sur la thématique du changement climatique en explorant des pistes innovantes sur 4 ateliers interactifs et très denses.

Qu'il s'agisse de la production d'énergies renouvelables, de l'aménagement durable des quartiers, des solutions innovantes pour faire face au retrait du trait de côte, ou encore des actions en faveur de l'économie circulaire, les participants ont été très impliqués et productifs. Il en ressort de nombreuses propositions qui permettront d'enrichir et de faire avancer le projet régional.

Les habitants des 73 bassins de vie de notre région peuvent être assurés de notre motivation intacte pour poursuivre nos travaux et formaliser nos contributions pour faire vivre cette formidable boîte à idées qu'est l'Assemblée des Territoires !

Viviane ARTIGALAS
Jean-François SOTO
Co-Présidents de l'Assemblée
des Territoires



*Installée depuis 2 ans,
l'Assemblée des Territoires
est pleinement opérationnelle*

Les grandes dates de l'Assemblée des Territoires

..... 4 NOVEMBRE 2016	PLÉNIÈRE D'INSTALLATION À ALBI <i>Définition des sujets prioritaires et premières contributions</i>
..... 31 MARS 2017	PLÉNIÈRE À FRONTIGNAN <i>Installation de la gouvernance, constitution des 4 groupes de travail et ateliers thématiques</i>
..... ÉTÉ 2017	ATELIERS EN INTERSESSION <i>des 4 groupes de travail sur les différents chantiers</i>
..... 16 NOVEMBRE 2017	PLÉNIÈRE À VILLEFRANCHE-DE-LAURAGAIS <i>Restitution des chantiers et poursuite des travaux des groupes de travail</i>
..... 16 MARS 2018	PLÉNIÈRE AU PONT DU GARD <i>Restitution des ateliers, poursuite des travaux et nouveaux chantiers engagés par les groupes de travail</i>
..... 9 JUILLET 2018	ATELIER EN INTERSESSION DU GROUPE DE TRAVAIL N°4 <i>sur les «projets alimentaires territorialisés»</i>
..... 18 OCTOBRE 2018	PLÉNIÈRE À SORÈZE <i>Poursuite des travaux, nouveaux chantiers engagés par les groupes de travail et expérimentation de nouveaux outils d'animation et de restitution</i>
..... 11 AVRIL 2019	PLÉNIÈRE À CARCASSONNE <i>Ateliers dédiés à la thématique transversale du « changement climatique » sur un modèle participatif et interactif.</i>
..... JUILLET 2019	ATELIER MIXTE <i>« Parlement de la Montagne et Assemblée des Territoires » autour des démarches territoriales en matière de climat, d'air et d'énergies en montagne.</i>




1 LA 6^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES

L'Assemblée des Territoires tenait le 11 avril dernier sa 6^e session au lycée Charlemagne à Carcassonne (Aude).

Organisée sur l'ensemble de la journée (ateliers de travail le matin et plénière l'après-midi), elle a réuni plus de 150 personnes dont une grande majorité d'élus locaux de toute l'Occitanie.

Selon la volonté exprimée par les élus lors de la précédente session de l'Assemblée des Territoires à Sorèze, cette journée de travail a été placée sous le thème transversal du « changement climatique », avec des sujets d'ateliers directement liés à cette question essentielle pour l'avenir des territoires régionaux.

Dans la continuité de la démarche engagée lors de la précédente session en Octobre 2018, cette journée de travail a été construite dans une optique **d'innovation et de renforcement de l'interactivité** des échanges entre les membres **d'une ADT 2.0** et le Conseil Régional.



ASSEMBLÉE
DES TERRITOIRES
Occitanie

Session n°6 - Carcassonne - 11 avril 2019

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

9H30 – Accueil café et ouverture de la séance par Florence BRUTUS, Vice-Présidente du Conseil Régional déléguée à l'aménagement du territoire, aux TIC et aux politiques contractuelles

10h00 – Ateliers sur la thématique transversale du changement climatique

- *Groupe de Travail n°1 – Attractivité & Innovation*
Chantier « Quelles pratiques territoriales en matière de climat, d'air et d'énergies pour contribuer à la stratégie Région à Energie Positive ? » (salle 12)
- *Groupe de Travail n°2 – Qualité de Vie et Cohésion Sociale*
Chantier « Comment aménager durablement en Occitanie » (salle 13)
- *Groupe de Travail n°3 – Solidarités Territoriales*
Chantier « Changement climatique et gestion du trait de côte » les enjeux de l'aménagement du littoral en Occitanie » (salle 14)
- *Groupe de Travail n°4 – Territoires en Transition Durable*
Chantier « Quelles actions des territoires en faveur de l'économie circulaire ? » (salle Artémis)

12h30 – Déjeuner (salle Demeter)

13h30 – Plénière

- Temps d'échange libre avec Carole DELGA, Présidente du Conseil Régional Occitanie / Pyrénées
- Restitution des ateliers et vote sur les propositions
- Présentation par Alain FAUCONNIER de la mesure 19 du Plan Montagne en faveur de l'acceptabilité des projets de production d'énergie renouvelables et appel à candidatures pour participer au prochain Parlement de la Montagne

16h30 – Visite de la cave pédagogique viticole du Lycée

17h00 – Fin de la journée

<https://www.laregion.fr/l-Assemblee-des-Territoires>



© Région Occitanie

Des animateurs spécialisés issus du réseau des Maisons de Région, ainsi que de la Direction de la Valorisation Stratégique de l'Information ont été sollicités pour permettre de dynamiser les échanges durant les ateliers du matin.

Dans cette même perspective d'amélioration de l'interactivité, un outil numérique a été à nouveau utilisé pour échanger en plénière avec la Présidente Carole Delga.

Enfin, conformément à la volonté exprimée des élus et de l'exécutif régional, les bases d'une coopération renforcée avec d'autres instances de concertation régionales (Parlement de la Montagne & Parlement de la Mer) ont été posées.



2 | LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, FIL ROUGE D'ATELIERS DENSES ET RICHES EN PROPOSITIONS

Par l'intermédiaire d'Aurélie Maillols, Vice-Présidente du Conseil Régional en charge de la Montagne et de la Ruralité, il a été proposé à l'Assemblée des Territoires de mener un travail prospectif en 2019. A l'occasion de la session du 18 octobre 2018

à Sorèze, les élus membres de l'Assemblée des Territoires, à qui ont été présentées 12 thématiques, ont massivement choisi le thème du changement climatique, préoccupation majeure à l'échelle de l'Occitanie.

GROUPE DE TRAVAIL 1 ATTRACTIVITÉ & INNOVATION

Atelier *QUELLES PRATIQUES TERRITORIALES EN MATIÈRE DE CLIMAT, D'AIR ET D'ÉNERGIES POUR CONTRIBUER À LA STRATÉGIE RÉGION À ENERGIE POSITIVE ?*

GROUPE DE TRAVAIL 2 QUALITÉ DE VIE & COHÉSION SOCIALE

Atelier *COMMENT AMÉNAGER DURABLEMENT EN OCCITANIE ?*

GROUPE DE TRAVAIL 3 SOLIDARITÉS TERRITORIALES

Atelier *CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GESTION DU TRAIT DE CÔTE = LES ENJEUX DE L'AMÉNAGEMENT DU LITTORAL EN OCCITANIE*

GROUPE DE TRAVAIL 4 TERRITOIRES EN TRANSITION DURABLE

Atelier *QUELLES ACTIONS DES TERRITOIRES EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?*

C'est sur cette base que le comité d'animation de l'Assemblée des Territoires a adopté les sujets d'études des 4 ateliers de ce jour. Un travail de fonds a alors été réalisé entre les copilotes et les services de la Région pour élaborer les contours et problématiques de ces ateliers et plus particulièrement la Direction de l'Environnement et la Direction de la Mer.

C'est ainsi que 4 ateliers se sont tenus entre 10h00 et 12h30. Ils ont été conduits sur un format identique, à la fois descendant, transversal et ascendant.

• **Temps 1** : présentation des politiques et dispositifs régionaux / contexte général et réglementaire national et régional

• **Temps 2** : témoignages de territoires et d'acteurs illustrant les bonnes pratiques et difficultés rencontrées (ex : Commune de Monblet pour présentation d'un projet de bâtiment NoWatt ; Communauté d'Agglomération du SICOVAL pour sa démarche intégrée en matière d'économie circulaire...)

• **Temps 3** : belotes des idées autour d'une question centrale pour faire émerger des propositions au regard des besoins des territoires ainsi que les facteurs clés de succès dans une optique d'échanges de bonnes pratiques entre territoires.

Au final, les ateliers très denses et dynamiques ont permis de faire émerger des propositions pertinentes qui constituent un matériau riche pour le Conseil Régional dans le cadre de son action, mais également pour les territoires entre eux.

Les principales propositions issues des ateliers ont été restituées en plénière l'après-midi par les copilotes des 4 groupes de travail

4 ATELIERS / 16 INTERVENANTS EXTÉRIEURS 150 PARTICIPANTS / 273 PROPOSITIONS



2 LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, FIL ROUGE D'ATELIERS DENSES ET RICHES EN PROPOSITIONS

Groupe de travail 1

ATTRACTIVITÉ ET INNOVATION

Atelier **QUELLES PRATIQUES TERRITORIALES EN MATIÈRE DE CLIMAT, D'AIR ET D'ÉNERGIES POUR CONTRIBUER À LA STRATÉGIE RÉGION À ENERGIE POSITIVE ?**

Copilotes : Antoine ANDRE (Pays Pyrénées Méditerranée)
Tamara RIVEL (Pays Carcassonnais)

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 fixe des objectifs à l'horizon 2030 en matière de production d'ENR et de réduction des consommations :

- réduction de 40% des émissions de GES par rapport à 1990,
- réduction de 20% de la consommation énergétique finale par rapport à 2012,
- 32% d'ENR dans la consommation finale d'énergie.

Pour atteindre ces objectifs, la loi a redéfini les modalités de la planification en confiant l'élaboration et la mise en œuvre des Plans Climat (PCAET) aux EPCI de plus de 20 000 habitants. Au-delà de ces territoires « obligés », d'autres se sont engagés dans

des démarches volontaires pour développer et coordonner leurs initiatives dans le cadre de PCAET « volontaires ».

Les collectivités ont un rôle déterminant à jouer à la fois par leurs décisions (15% des émissions de GES sont directement issues des décisions prises par les collectivités territoriales concernant leur patrimoine et leurs compétences), par leur proximité avec les acteurs locaux et par leur exemplarité.

En parallèle de ce cadre réglementaire national, la Région en sa qualité de chef de file dans les domaines de l'énergie, de l'air et du climat a engagé son action dans le cadre d'un objectif de long terme, assorti d'orientations prioritaires : c'est l'objet de la décision prise en Assemblée

Plénière en novembre 2016, qui formalise l'engagement de la Région à devenir un territoire à énergie positive à l'horizon 2050. Cette ambition nécessite de mettre en mouvement tous les acteurs régionaux et d'inscrire la transition énergétique comme enjeu transversal à l'ensemble des politiques sectorielles régionales.

Dans ce contexte, les membres de l'Assemblée des Territoires ont souhaité se pencher plus en détails sur les bonnes pratiques existantes dans les territoires et les facteurs clés de succès dans la mise en œuvre d'une méthodologie efficace au niveau local pour décliner sa stratégie en faveur de la production d'ENR, de réduction des consommations et des gaz à effet de serre.

GRUPE DE TRAVAIL 1
ATTRACTIVITÉ ET INNOVATION
Co-Pilotes : Tamara RIVEL & Antoine ANDRE

Chantier : Quelles pratiques territoriales en matière de climat, air et énergies pour contribuer à la stratégie Région à Energie Positive ?

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019

Objectif à 2050 : Multiplication par 3 de la production d'énergie renouvelable

Production d'énergies renouvelables 2015 vs 2050

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019

PCAET :

- 74 territoires « obligés » dont : 24 EPCI > 50 000 hab. 50 EPCI de 20 à 50 000 h.
- 1 PCAET approuvé
- ~14 EPCI en retard
- > 10 EPCI non obligés en démarche de PCAET

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019

Région à Energie Positive = le volet énergie du SRADET REPOS vers une approche globale :

- Volet qualité de l'air (avec l'ATMO)
- Volet Climat – GES : consommation décarbonnée à horizon 2050
- Volet citoyen : mise en place d'indicateurs citoyens
- Volet socio-économique : -50% de la facture énergétique des ménages et création nette de 50 000 emplois d'ici 2050 par rapport au financier
- Compensation entre énergies à horizon 2050 : GT Gaz et GT réseau électrique > Trajectoire 100% gaz renouvelable

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019

La Région en action

L'AREC : un outil opérationnel au service des territoires et des projets

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019

La Région en action

L'OREO : Observatoire Régional de L'Énergie D'Occitanie

Un outil d'observation de la situation énergétique régionale et territoriale

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019



© Sébastien Pouchard - Région Occitanie

Pour cela, la Région et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ont présenté la stratégie Région à Energie Positive, ainsi que la déclinaison des Plans Climats Air Energies Territoriaux (PCAET) en mettant en avant notamment le volet « Energie » du SRADDET Occitanie 2040, ou encore les

différents outils à destination des territoires (Observatoire Régional de l'Energie en Occitanie-OREO ; Agence Régionale Energie Climat – AREC ; Appels à projets « Collectivités pilotes pour le développement de projets d'ENR territoriaux » ; solaire photovoltaïque et autoconsommation...).

Le PETR Pays Portes de

Gascogne a ensuite présenté sa démarche de mutualisation et de coordination du PCAET à l'échelle du PETR. Ce témoignage a permis aux membres présents d'échanger pour mettre en avant les bonnes pratiques et les freins rencontrés dans la mise en place d'une telle démarche de PCAET « volontaire ».

- Lauréat French Mobility 2018 :
- Approche multimodale des moyens de transports en milieu rural
- Lancés en juin 2018
- 50 VAE à la location sur le territoire
- 5 points de locations
- 29 Parcours

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019

- Association issue du CODEV
- Lauréat 2017 AAP Région ADEME « Energies coopératives et citoyennes pour une Région à énergie positive »
- Objectifs :
 - se réapproprier la production énergétique
 - installer 15 sites photovoltaïques sur le territoire du Pays Portes de Gascogne

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019

- Une concertation spécifique à chaque EPCI pour le diagnostic
- Une concertation mutualisée pour la stratégie
- Une stratégie commune...mais différenciée
- Une concertation spécifique pour la construction du Plan d'action

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Attractivité et Innovation » - Carcassonne, le 11 avril 2019

Enfin, la dernière partie de l'atelier a été consacrée à une « belote des idées » organisée autour d'une question centrale et de sous-questions :

Comment les territoires de l'Occitanie peuvent-ils contribuer à la Stratégie Région à Energie Positive ?

- quels sont les facteurs clés de succès d'une démarche réussie au niveau local ?
- quelles recommandations en matière de gouvernance et de mise en œuvre d'un PCAET (« volontaire » et « obligé ») ?
- quels projets et quelles innovations mettre en avant ?

Des propositions concrètes ont ainsi pu être formulées au cours de cet atelier et notamment :

PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN PLÉNIÈRE :

1. Financer / renforcer l'ingénierie des territoires de projets en matière de climat, air et énergies par la mise en place d'actions à l'échelle pertinente : **25 voix**
2. Donner des outils / moyens pour accompagner la concertation citoyenne sur les projets en informant et démontrant l'exemplarité des collectivités locales : **21 voix**
3. Donner une véritable information (claire et ciblée à destination de tous les

territoires et acteurs, en particulier ruraux) : **11 voix**

4. Promotion des PCAET pour les rendre opérationnels et cohérents avec les PLU / PLUi et SCOT : **10 voix**

AUTRES PROPOSITIONS :

5. L'ingénierie doit considérer l'ensemble des projets (petits/grands) : **5 voix**
6. Communiquer l'information auprès des citoyens, entreprises et associations : **5 voix**
7. Simplifier les dispositifs en matière de climat, d'air et d'énergies pour les bénéficiaires : **3 voix**

2 | LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, FIL ROUGE D'ATELIERS DENSES ET RICHES EN PROPOSITIONS

Groupe de travail 2

QUALITÉ DE VIE ET COHÉSION SOCIALE

Atelier **COMMENT AMÉNAGER DURABLEMENT EN OCCITANIE ?**

Copilotes : Christine TEQUI (PETR Pays Couserans)

Louis DONNET (PETR Uzège Pont du Gard)

Dans un contexte de changement climatique, la performance énergétique des bâtiments et, plus généralement, les démarches d'aménagement durable des territoires, constituent des enjeux majeurs et prioritaires des politiques publiques. Il s'agit à la fois d'améliorer la qualité de vie des citoyens mais également de réduire les consommations et l'impact sur l'environnement. Le bâtiment représente le 1er poste de consommation d'énergie de la région soit 48% des consommations d'énergie finale et le troisième secteur d'émissions

de gaz à effet de serre après les transports et l'agriculture soit 26% des émissions.

En lien direct avec les professionnels de l'aménagement et au travers de ses documents de planification, les collectivités locales ont un rôle essentiel pour participer à la réduction de l'empreinte énergétique sur les territoires dans leurs **projets de construction de bâtiments publics ou d'aménagement de quartiers**.

Dans ce contexte, les membres de l'Assemblée des Territoires ont souhaité se pencher plus en détails sur les outils régio-

naux existants (appel à projet « NoWatt » + démarches Bâtiment Durable et Quartier Durable portées par ENVIROBAT Occitanie, ainsi que sur les projets de territoires pilotes pour dégager les pistes de facteurs clés de succès pour bâtir et aménager durablement en Occitanie.

Le référentiel des prérequis des démarches « Quartier Durable Occitanie » a constitué une base de discussion sur laquelle les territoires pourront s'exprimer pour formuler des propositions et hiérarchiser les priorités pour aménager durablement les quartiers.



La Région a présenté l'appel à projet NoWatt en cours. Les projets retenus ont vocation à constituer à l'échelle régionale et nationale des références d'opérations, convaincantes dans l'atteinte des objectifs que leurs maîtres d'ouvrage se sont fixés, et transposables dans des conditions économiques acceptables. En parallèle, les démarches Bâtiment Durable Occitanie (BDO) et Quartiers Durables Occitanie (QDO) portés par le centre de ressources ENVIROBAT Occitanie participent à l'évolution des pratiques des professionnels du secteur de l'aménagement,

de la construction, de la rénovation et de l'exploitation durables au regard des enjeux de la transition énergétique et écologique.

La démarche QDO est une démarche environnementale à l'échelle du quartier en lien avec le label éco-quartier. Il s'agit d'un outil pédagogique d'accompagnement et d'évaluation sur les aspects environnementaux, économiques et sociaux, pour aménager un quartier en zone urbaine, péri-urbaine ou rurale, dans un contexte adapté à toutes les spécificités de notre région (littoral, arrière-pays, moyenne ou haute montagne...).

Par la suite, 3 territoires ont présenté leurs démarches NoWatt/QDO en cours sur leurs Communes :

- Monoblet dans le Gard (groupe scolaire),
- Prades-le-Lez dans l'Hérault (habitat participatif),
- Entre-Vignes dans l'Hérault (arène et projet global QDO).


Ces communes ont pu ainsi mettre en avant les bénéfices et difficultés rencontrés dans leurs démarches tout en identifiant les leviers d'actions pour les élus locaux pour construire et aménager durablement dans les territoires.

4. Témoignage de territoire (1)

Intervention de Philippe CASTANON, Maire de Monoblet (Gard)

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Qualité de vie et cohésion sociale » - Carcassonne, le 11 avril 2019

Esquisse architecturale



4. Témoignage de territoire (3)

Intervention de Jean Luc BERGEON, Maire de Saint-Christol, Commune d'Entre Vignes, première commune nouvelle de l'Hérault

Entre-Vignes

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Qualité de vie et cohésion sociale » - Carcassonne, le 11 avril 2019

Comment aménager durablement en Occitanie?

Le Théâtre des Arènes BDO

Projet symbolique, fédérateur, multi culturel, socle de bonnes pratiques (QDO) pour un véritable projet de vie, ou comment habiter son territoire



Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Qualité de vie et cohésion sociale » - Carcassonne, le 11 avril 2019

Spécificité de cet atelier, cette belote des idées a été dessinée à partir de cartes de jeux pré-remplies sur la base du référentiel des prérequis « Quartier Durable Occitanie – QDO ». Les participants ont ainsi pu compléter et hiérarchiser les différents critères permettant de dégager les facteurs clés de succès d'un aménagement de quartier durable. Cette démarche s'inscrit dans une optique de partage de bonnes pratiques entre territoires, objectif essentiel de l'Assemblée des Territoires.

La dernière partie de l'atelier a été consacrée à une « belote des idées » organisée autour d'une question centrale :

Comment aménager des quartiers d'une manière durable dans les territoires ?

Des propositions concrètes ont ainsi pu être formulées au cours de cet atelier et notamment :

PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN PLÉNIÈRE :

1. Mieux relier les quartiers (couloirs verts + récupération des eaux de pluies), accueillir le vivant dans l'aménagement (permaculture / espèces animales / espèces végétales / jardins partagés...) et encourager le lien à la terre : **30 voix**

2. Co-construire le projet et favoriser une démarche participative (co-construire le projet élus-techniciens-usagers) : **29 voix**

3. Privilégier la mixité fonctionnelle (économie circulaire, transports, expérimentation urbaine) : **13 voix**

4. Donner la priorité au bâti existant plutôt qu'à la construction neuve : **12 voix**

AUTRES PROPOSITIONS :

5. Commencer par un diagnostic contextuel et transversal : **7 voix**

6. Co-construire avec les usagers le projet d'aménagement du quartier (définition du MOE) : **5 voix**

2 LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, FIL ROUGE D'ATELIERS DENSES ET RICHES EN PROPOSITIONS

Groupe de travail 3

SOLIDARITÉS TERRITORIALES

Atelier **CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GESTION DU TRAIT DE CÔTE**
= **LES ENJEUX DE L'AMÉNAGEMENT DU LITTORAL EN OCCITANIE**

Copilotes : Geneviève LAGARDE (PETR Grand Quercy)

Alain FAUCONNIER (PNR des Grands Causses)

L'Occitanie dispose d'une façade maritime de 220 kilomètres, essentiellement sableuse et en première ligne, trente communes littorales et vingt-cinq communes riveraines d'étangs salés. Près d'un habitant sur deux vit sur la frange côtière. Cet ensemble maritime représente une activité économique très importante (industrie, tourisme, pêche, plaisance...) mais reste très fragile en étant directement concernée par la montée des eaux.

Le phénomène d'érosion côtière couplé à la problématique de submersion marine constitue un enjeu majeur pour l'aménagement du littoral méditerranéen qui est soumis à de fortes pressions. Depuis 1945, 260 hectares ont été gagnés par la mer en Occitanie. Les plages sont donc soumises, depuis une cinquantaine d'années, à un phénomène d'érosion et de recul du trait de côte principalement

dû à une diminution et un blocage amont des transports fluviaux et une interruption du transit sédimentaire par les aménagements côtiers.

L'Hérault, le Gard, les Pyrénées-Orientales sont particulièrement touchés. Depuis 2007, de grandes opérations de gestion du trait de côte ont été menées pour des montants de plusieurs centaines de millions d'€. Ces opérations de « retrait stratégique » ne sont pas anodines et impactent.

La présentation récente par l'Etat de sa nouvelle stratégie régionale de gestion intégrée du trait de côte a constitué une occasion pour la Région de communiquer avec ses territoires sur cet axe important du Plan Littoral 21, de présenter les démarches de l'Etat et de la Région (Plan Littoral 21, SRADETT) et d'écouter les élus sur le sujet pour faire remonter des propositions :

- les facteurs clés de succès pour

organiser la « recombinaison spatiale » (optique de partage de bonnes pratiques entre territoires),

- les besoins des territoires littoraux pour organiser la recombinaison spatiale (optique de remontée de besoins des territoires vis-à-vis de la Région).

Pour cela, le Conseil Régional a tout d'abord présenté les démarches conjointes de la Région et de l'Etat dans le cadre de la nouvelle stratégie régionale de gestion intégrée du trait de côte, au travers notamment du Plan Littoral 21 et du volet littoral du SRADETT Occitanie 2040. Il a notamment été rappelé le constat de l'érosion (depuis 1945, 260 hectares gagnés par la Mer) et de la submersion marine (22 tempêtes et 115 coups de mer entre 1998 et 2016) ainsi que les principes, objectifs et recommandations de la stratégie de gestion intégrée du trait de côte.

Chiffres clés

Le littoral d'Occitanie, c'est :

- 220 km de côte représentés à 85% par des côtes sableuses (plages, dunes, lidos...),
- 54 communes littorales situées essentiellement sur des côtes basses sableuses
- **Pression démographique élevée**, 50% de la population des 4 départements littoraux sur 5% de ce territoire
- Une attractivité qui ne se dément pas : d'ici 2050, **16 000 habitants** supplémentaires sur le littoral chaque année
- **8 millions de touristes par an**, 2,5 Md € de consommation touristique et 20 200 emplois
- Importance de l'**hôtellerie de plein air** : 12 000 emplois directs et indirects

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 22

De la stratégie nationale à sa déclinaison régionale...

Les objectifs :

- Énoncer des principes et des recommandations spécifiques de gestion adaptés au territoire;
- Identifier et prioriser les modes de gestion les plus appropriés en fonction des secteurs identifiés;
- Représenter spatialement le littoral en fonction de la typologie des enjeux présents sur les différents secteurs.

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 23



Mias - 29/11/16

Argelès - 2018 (Obscat)

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 25

Perspectives et enjeux

- Un travail à mener quant à la **méthodologie et la faisabilité de la recombinaison spatiale - problématique de disponibilité foncière**
- Un travail à mener sur les **financements à mobiliser**, notamment sur les dédommagements des habitants si recombinaison spatiale - **Mission de l'Inspection Générale de l'Administration fin 2018**
- La **culture du risque** (habitants, élus...), un enjeu ! **Le projet Ambition « Littoral »** porté par le Parc Nîmois du Golfe du Lion
- Un travail à mener sur le **retour d'expériences et d'innovation** sur les alternatives aux solutions dures
- Un travail à mener sur des **innovations réglementaires** pour une stratégie de conquête plus que de replis - **loi littoral, habitats (pilots, flottant...)**
- Une **gouvernance régionale à réinventer - l'intérêt d'un Groupement d'Intérêt Public**

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 26



© Grimault Emmanuel - Région Occitanie

En suivant, des témoignages de territoires impliqués dans des démarches de recomposition spatiale du trait de côte ont permis de mettre en lumière les enjeux, facteurs clés de

succès et problématiques rencontrées. Le Département de l'Hérault a présenté les travaux et démarches sur le secteur de la baie d'Aigues-Mortes. La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée a ensuite

présenté les problématiques sur le littoral de la côte Ouest de Vias avec notamment des questionnements sur les modalités de recomposition spatiale à long terme.

La Mission Littoral

En 2002, le Plan de l'Etat et du Grand Travers de l'Etat ont permis de lancer des démarches stratégiques pour le littoral de l'Hérault. En 2005, le Département de l'Hérault a initié la mise en valeur du littoral de la baie d'Aigues-Mortes.

Mise en valeur du Golfe d'Aigues-Mortes

SIVOM des Communes Basse d'Aigues-Mortes - 9 MC
Département de l'Hérault - 3,4 MC
Pay de l'Or Agglo - 15 MC
SIVOM des Communes Basse d'Aigues-Mortes - 1 MC

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 27

Rechargement massif du Golfe d'Aigues-Mortes

2008

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 28

Facteurs clés de succès/échecs

Un projet pluriactif pour le public

- Mise en valeur paysagère,
- Nouveaux usages entre la Côte Méditerranéenne et la Côte Occidentale,
- Prise en compte de la biodiversité,
- Mieux gérer la fréquentation du site
- Historique d'un projet communautaire

Des améliorations à apporter

- Prévoir des espaces naturels
- Stationnement évolutif sur espaces naturels
- Accès piétons sécurisés par des passerelles
- Dégradation des cheminements et vestiaires
- Nombre d'espaces aménageables à compléter

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 29

Une action en 2 phases

Stabiliser le trait de côte pour donner du temps à la réflexion sur la relocalisation

Phase 1 : Recréation et mise en valeur du cordon dunaire sur un linéaire de 3,4 km

Étude géologique / cellule sédimentaire Océan Hérault 2005

Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte - mars 2012

Retrouver un fonctionnement plus naturel pour le littoral

Agglomération Hérault Méditerranée (AHM) - 2015

Travaux réalisés en 2015 (600 m) sur les 1,300 m (projet)

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 30

La suite des travaux en co-maîtrise d'ouvrage CAHM/Vias

Vies côte ouest

- Élaboration des plateformes littorales
- Création d'un cordon dunaire
- Ouvrage stabilisateur de foule (ouvrage immergé en mer)
- Rechargement de plage

Portogruon

- Change stabilisateur de foule (ouvrage immergé en mer)

Vies

- Reconfiguration de la zone de l'épi
- Rechargement de plage

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 31

Des questions plus globales

Débat : une compétence relative au littoral à préciser - pas de digue de protection contre la submersion marine (MARS) de nombreux ouvrages ayant un rôle pour la gestion de l'érosion (brise-lames, épis), des cordons dunaires officiellement fragiles sans aménagements complémentaires (Portogruon et Vias)

Gestion des sédiments : échelle de réflexion à élargir (même au niveau de plusieurs cellules sédimentaires par l'Agglomération CAHM) et des moyens d'action à repenser (problème de gestion des sédiments, mutualisation des moyens nécessaires)

Gestion de l'érosion du littoral : moyens d'intervention limités et responsabilisés pour les collectivités ayant la compétence GEMAPI

Recomposition du littoral : compétence relevant de l'aménagement du territoire, temps des études long, coûts importants, outils réglementaires marqués (cadre expérimental) : le « Plan guide de la côte ouest de Vias » est inscrit au SCOT et au PLU de la commune de Vias (pas de solution à ce jour)

Relocaliser, recomposer ou vivre avec le risque ?

Comment maintenir les activités économiques (tourisme) et notre territoire attractif ?

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « Solidarités territoriales » - Carcassonne, le 11 avril 2019 32

La dernière partie de l'atelier a été consacrée à une « belote des idées » organisée autour d'une question centrale et de sous-questions :

Comment, à moyen terme, organiser le retrait stratégique du trait de côte ? (recomposition spatiale)

- En termes réglementaires (loi littoral) ?
- En termes de fiscalité (indemnisation) ?
- En termes d'innovation technique ?

- En termes d'information et de gouvernance (quel rôle pour la Région et ses partenaires ?)

Des propositions concrètes ont ainsi pu être formulées au cours de cet atelier et notamment :

PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN PLÉNIÈRE :

1. Gouvernance collégiale (pied d'égalité Etat et toutes les collectivités locales) avec obligation de tenir compte des spécificités locales systématiquement : **17 voix**
2. Mutualisation des expériences et des savoirs (au national et à l'international) : **11 voix**

3. Définir une politique et des territoires d'expérimentation (adaptation, résilience et relocalisation) : **7 voix**

AUTRES PROPOSITIONS :

4. Création d'un fonds d'état spécifique à la protection et gestion du littoral : **3 voix**
5. Mettre en avant la préservation de l'environnement et la biodiversité comme préalable à tous les projets d'aménagement du littoral : **3 voix**
6. Développer une stratégie de sensibilisation auprès des citoyens : **2 voix**

2 LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, FIL ROUGE D'ATELIERS DENSES ET RICHES EN PROPOSITIONS

Groupe de travail 4

TERRITOIRES EN TRANSITION DURABLE

Atelier QUELLES ACTIONS DES TERRITOIRES EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?

Copilotes : Philippe HORTALA (Pays Carcassonnais)

Marie-Aline EDO (Pays Haut-Languedoc & Vignobles)

Pour atteindre l'objectif fixé par l'Accord de Paris - une réduction de 40 à 70 % de nos émissions de GES d'ici 2050 - afin d'atténuer l'impact de l'homme ne sera pas suffisant. Il faudra également adapter les modèles de production, de transformation et de consommation afin de les rendre conciliables avec une croissance soutenue sur le long terme. Dans cette optique, l'économie circulaire a de nombreux atouts à faire valoir en matière de lutte contre le dérèglement climatique. Par exemple, le recyclage et la réduction des déchets permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dûes à la combustion

(CO2) ou à la décomposition (méthane). La transition « bas-carbone » constitue également une opportunité forte pour notre Région en termes de création d'emplois durables.

Au travers de son Plan Régional de Gestion et de Prévention des Déchets puis de son Plan Régional d'Action en faveur de l'Économie Circulaire (PRAEC), le Conseil Régional joue un rôle majeur sur un certain nombre de piliers de l'économie circulaire, replaçant la prévention au cœur du système de valeurs, et favorisant l'amélioration continue du recyclage et des valorisations matière et énergétique.

Cet atelier a permis d'identifier et

de dessiner le rôle des territoires dans le développement de l'économie circulaire.

Pour cela, le Conseil Régional a tout d'abord présenté le cadre général et notamment le Plan Régional d'Action en faveur de l'Économie circulaire (PRAEC). Ce dernier se veut une politique co-construite à la gouvernance ouverte : il s'agit d'un cadre pour l'action. Le PRAEC ne dicte pas de nouvelles normes. Il vise à faire émerger des projets communs avec tout type d'acteurs, la Région prenant à sa charge le travail général d'animation et le soutien financier à des réseaux qui feront vivre cette dynamique. Elle apportera, avec d'autres financeurs, son soutien à des projets dans ce cadre.

Mise en œuvre du Plan Régional d'Action pour l'Économie Circulaire (PRAEC)
6 Axes, 16 actions dédiées et appliquées par des groupes de travail

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2023[®]

Aide aux études stratégiques

Étude dans le domaine de la prévention :

- Étude d'optimisation de la prévention et de la gestion des déchets à l'échelle d'un territoire ou d'une frange territoriale (schéma de planification territoriale de prévention et gestion des déchets organiques...)
- Étude de planification liée à la mise en œuvre de la tarification incitative en coordination avec l'ADSEME
- Étude d'opportunité sur l'émergence d'unités de réemploi

Étude dans le domaine de la valorisation :

- Étude de la mise en place de filières de recyclage et de valorisation émergentes ou innovantes ou présentant un intérêt au regard des stratégies régionales. A destination surtout des acteurs économiques
- Étude d'expérimentation par exemple sur l'amélioration de la gestion des déchets du BTP le développement de l'utilisation de matériaux recyclables dans la construction

Étude visant l'amélioration et l'actualisation des connaissances :

- Comparaison des outils, méthodes, pratiques... (Benchmarking)
- Production d'outils méthodologiques
- Prise en l'acte de la filière de déchets
- Établir un diagnostic à caractère technique et/ou organisationnel avec une étude critique et comparative des différentes solutions envisageables.

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2023[®]

Objectifs des groupes de travail

Traduction des actions en projets

Chaque GT a pour vocation d'aboutir à des réalisations concrètes : les déclinaisons opérationnelles des actions PRAEC.

Le maître dont ces actions se traduisent en projets s'appuie sur 3 scénarios possibles :

- 1/ Le GT est Maître d'œuvre**
Les membres du GT trouvent un porteur et sont autonomes pour réaliser la déclinaison opérationnelle.
Exemple : Le GT 23 a une identité sur le territoire piloté en GT sur le territoire local. Les membres du GT peuvent réaliser cette action en autonomie.
- 2/ Le GT est Maître d'Ouvrage**
Les membres trouvent un porteur et font appel à une Assemblée à l'échelle d'un territoire (PACT) à l'initiative.
Exemple : Le GT 24 souhaite disposer d'un éclairage sur les conditions réglementaires de l'utilisation des BTP dans le BTP. Il pourra évaluer une expertise technique extérieure sous forme d'un prestataire.
- 3/ Le GT est une ressource pour des acteurs en dehors du GT**
Les membres du GT assurent une fonction de soutien et d'information en fonction des besoins exprimés par le porteur d'une action au sein de la communauté d'acteurs.

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2023[®]

Le dispositif d'aides régional : accompagner les territoires

- Des dispositifs d'aides régionales en faveur de l'économie circulaire et de la gestion des déchets votés en juillet 2018 :
- Aide à l'animation d'actions collectives
- Aide aux études stratégiques
- Aide à la réalisation de projets locaux

Des Appels à Projets en faveur de l'économie circulaire :

- AAP Économie circulaire dans le BTP lancé le 1er septembre ADEME/REGION
- AAP Bio-déchets ADEME/Région lancé début 2023
- et d'autres AAP à venir.

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2023[®]

Aide à la réalisation de projets locaux

Le dispositif d'aide à la réalisation de projets locaux a vocation à accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de prévention, gestion, valorisation des déchets et de développement de l'économie circulaire.

Ces projets doivent notamment viser :

- la prévention, la réduction des déchets, l'allongement de la durée d'usage des produits, comme des bruyères à végétaux, la relation de recyclage,
- le déploiement de la tarification incitative, avec des aides à l'investissement de pré-collecte et collecte notamment en complément de l'ADSEME
- l'organisation de la collecte en vue d'une valorisation, en collaboration avec les éco-organismes notamment et particulièrement sur des solutions innovantes
- le développement du recyclage et l'optimisation de la valorisation (logistique, matière et énergétique), plateforme de compostage industriel à titre d'exemple permettant la valorisation de déchets organiques
- la mise en place d'un processus de transition vers l'économie circulaire (recherche de synergie de flux, mise en place de systèmes d'échanges de services...). Mise en œuvre de programmes d'ET notamment

Assemblée des Territoires - Groupe de travail : « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2023[®]

Par la suite, des territoires pilote ont présenté leurs actions en faveur de l'élaboration d'une démarche globale en faveur de l'économie circulaire. La Communauté d'Agglomération du SICOVAL a notamment présenté son implication dans

le cadre du PRAEC, ainsi que les leviers identifiés par le territoire pour dessiner une trajectoire en faveur d'une démarche intégrée avec l'ensemble des Communes adhérentes. La Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne a exposé son cadre d'action en faveur du

développement de l'économie circulaire en l'illustrant au travers de nombreux projets tels qu'une bio-raffinerie environnementale, un projet de réutilisation des eaux de STEP ou encore la création d'une base de données alimentaire territoriale.

3. Témoignage de territoire (1)

Intervention de Guillaume CHANAUD et Jérémy GADEK

Communauté d'Agglomération du Sud Toulousain
« SICOVAL »

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2019

Le rôle du PRAEC dans cette dynamique :

- L'implication du Sicoval dans le PRAEC dans une même logique que l'évolution en interne
 - A l'origine, programme inféodé au Plan Régional de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (même entrée déchets)
 - Participation de l'équipe 0 déchet aux travaux du PRPGD puis au diagnostic du PRAEC
- Avec le lancement par la Région de l'inscription aux Groupes de Travail, appel à volontariat en interne auprès des agents les plus en lien avec le sujet (Plan Climat, marchés publics, développement économique, déchets)
 - Nombreux volontaires (Sicoval positionné sur la plupart des GT et la cellule de coordination avec 8 agents différents à ce jour)
 - Opportunité de traiter des sujets non portés dans le cadre du TZZDZ (ex : pilotage GT intégrer l'économie circulaire à l'achat public)
 - Partage d'expériences

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2019

Trajectoire vers une démarche intégrée d'économie circulaire au Sicoval

- Comment intégrer les communes adhérentes ?**
 - 1^{er} levier = l'acculturation : module de sensibilisation à l'économie circulaire présenté en réunion des DDES et secrétaires de direction
 - 2^e levier = mécanismes de mutualisation en interne : assurances, prestations ou formations, réflexion environnementale écoresponsables
 - 3^e levier = manifestations emblématiques : Semaine Européenne de Réduction des Déchets 2018 → collecte de livres avec les communes à des fins de réemploi

Sur les volets 2 et 3, on explore l'économie circulaire mais on ne se revendique pas formellement de cette volonté

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2019

3. Témoignage de territoire (2)

Intervention de Guillaume HERAS,
Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2019

La bioraffinerie environnementale Valorisation des déchets

Innovation et travaux de recherche autour de l'INRAALBE

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2019

EAU : Réutilisation des eaux de STEP

Projet de RAO IRRIRAIT EAU (2013-2016)

Etude d'une solution innovante de ressources en eau, en qualité et quantité maîtrisées, pour l'irrigation de la vigne

- 1,5 ha sur FNRA Pech Rouge équipé et instrumenté
- Une plate-forme de traitement à partir de la STEP de Narbonne Plage
- Un programme analytique complet
- Des études d'acceptabilité sociales et ACV

Des résultats qui valident cette pratique innovante

Assemblée des Territoires - Groupe de travail « territoires en transition durable » - Carcassonne, le 11 avril 2019

La dernière partie de l'atelier a été consacrée à une « belote des idées » organisée autour d'une question centrale et de sous-questions :

Quelles actions en faveur de l'économie circulaire les territoires peuvent-ils mettre en œuvre ?

- Agir via les zones d'activités dans une logique d'écologie industrielle territoriale ?
- Agir via le développement économique dans une logique de réemploi et d'ESS ?
- Agir via la commande publique par des achats et travaux favorisant l'économie circulaire ?
- Quel(s) rôle(s) a la Région pour accompagner le développement de l'économie circulaire en Occitanie (dans le cadre du PRAEC et au-delà) ?

Des propositions concrètes ont ainsi pu être formulées au cours de cet atelier et notamment :

PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN PLÉNIÈRE :

1. Intégrer l'économie circulaire dans les critères de certification (label, etc.) dans les aides, les dispositifs et dans la commande publique : **18 voix**
2. Informer / sensibiliser / former / expérimenter, notamment en lien avec les compétences régionales (lycéens stagiaires apprentis, expérimentations dans les lycées agricoles) : **11 voix**
3. Organiser des synergies entre les entreprises et les territoires via des instances en lien avec la recherche et l'industrie. Diffuser le résultat de cette concertation : **10 voix**

AUTRES PROPOSITIONS :

4. Encourager les ventes directes pour les producteurs et les consommateurs – circuits courts – monnaie locale : **9 voix**
5. Fournir des analyses de cycle de vie pour mettre en œuvre des boucles techniques : **8 voix**
6. Préservation de la ressource et valorisation des déchets (développer les recycleries) : **8 voix**
7. Réduction des fuites sur les réseaux d'eau potable : **5 voix**
8. Mutualisation et usage partagés des outils et matériaux : **2 voix**
9. Créer un pôle agroalimentaire (réutilisation des déchets et réciprocité des usages) : **2 voix**

3 UN TRAVAIL COLLABORATIF ENTRE L'ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES ET LE PARLEMENT DE LA MONTAGNE

La Région Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée s'est fixée l'ambition d'être pilote et exemplaire dans le domaine de la transition énergétique, afin de devenir la première Région à énergie positive d'Europe d'ici 2050.

Devenir une Région à Energie Positive (REPOS) signifie que 100 % de la consommation d'énergie finale est couverte par la production locale d'énergie renouvelable : atteindre cet objectif nécessite de s'inscrire dans une logique d'action à long terme.

En tenant compte de leurs caractéristiques propres, les territoires de montagne ont vocation à participer fortement à ce défi en mettant à profit des savoir-faire traditionnels utiles à la transition énergétique et le gisement important d'énergie renouvelable qu'ils représentent.

À l'issue de cette présentation, les Co-Présidents ont proposé de concrétiser un nécessaire rapprochement entre l'Assemblée des Territoires et le Parlement de la Montagne **en faisant un appel aux élus volontaires pour travailler lors d'un atelier collaboratif spécifique à l'été 2019 et ayant pour sujet « les énergies renouvelables comme levier de développement local des territoires de montagne. »**

Retour sur les travaux du Groupe-Projet 2018

- **Un groupe-projet multi-acteurs**
Une quarantaine de participants : associations et résidents, élus locaux, acteurs économiques notamment des secteurs agricole – forestier – hydroélectricité - tourisme, organismes consulaires.... venus des 2 massifs, Pyrénées et Massif Central.
- **Le constat : l'économie de montagne est fondée sur ses ressources fixes, contributrices aux attentes sociétales parfois contradictoires**
La production d'électricité est historique et fondatrice des économies montagnardes. Le sujet est réinvesti avec la transition vers les énergies renouvelables. En territoire contraint, multi-ressources et multi-actif, souvent de faible densité, quelle maîtrise du développement du facteur énergétique ?
- **La contribution : chaîner les projets de production d'ENR dans les projets de territoires**
Une note de préconisations intégrée au Plan Montagnes d'Occitanie, Terres de Vie, en 4 points :
 - o intégrer les ENR dans les projets de territoires, dès l'amont, créer un cadre de régulation, être à l'initiative plutôt que subir les projets
 - o construire des outils de régulation : guide de gestion durable, outils de planification, dispositifs de concertation
 - o adapter les modèles économiques aux territoires de montagne, seuils et ratios de rentabilité
 - o la Région en intermédiation des réciprocités, reconnaissance des aménités, soutiens discriminants.

Assemblée des Territoires – Carcassonne, le 11 avril 2019

Le Parlement de la Montagne s'est fortement mobilisé sur les réponses concrètes à apporter au défi de la transition énergétique dans les territoires de montagne. Un groupe-projet spécifique a ainsi formulé des préconisations pour « l'acceptabilité des projets d'énergie renouvelable en montagne ».

Alain FAUCONNIER, **copilote du groupe de travail n°3 de l'Assemblée des Territoires** mais également **chef de file du groupe-projet « acceptabilité des projets d'énergies renouvelables en montagne »** au Parlement de la Montagne, est intervenu en session plénière pour présenter ces propositions issues du Plan Montagne.

APPEL A VOLONTAIRES

Juillet 2019 : regroupement des ateliers du Parlement de la Montagne
un atelier collaboratif Parlement de la Montagne - ADT

Sujet d'atelier = les Energies Renouvelables comme levier de développement local des territoires de montagne :

- => Quel modèle économique pour les petits projets d'énergie renouvelables proportionnés à l'échelle d'un territoire multi-actif (lesquels sont souvent les plus adaptés aux territoires de montagne) ?
- => Quels outils de planification et de régulation et mode de gouvernance par les territoires/par les collectivités ?

...avec interventions de l'AREC, de la CDC et témoignages de territoires

Assemblée des Territoires – Carcassonne, le 11 avril 2019

4 UN ÉCHANGE AVEC LA PRÉSIDENTE ET DES RÉPONSES APPORTÉES AUX QUESTIONNEMENTS DES ÉLUS EN SESSION PLÉNIÈRE

Hervé BARO, 1^{er} Vice-Président du Conseil Départemental de l'Aude et Tamara RIVEL, Présidente du Pays Carcassonnais ont proposé un « portrait-robot » de leur territoire. Tamara RIVEL est notamment revenue sur les réalisations du Groupe d'Action Locale (GAL) comme levier de mise en œuvre des fonds européens LEADER sur le territoire du Pays Carcassonnais. Les Co-présidents de l'Assemblée des Territoires, Viviane ARTIGALAS (PETR du Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves) et Jean-François SOTO (Pays Cœur d'Hérault) ont par la suite ouvert la séance en rappelant à la Présidente Carole DELGA leur attachement à cette Assemblée unique en France qui poursuit son chemin avec des nouveaux chantiers pour 2019 sur la thématique prioritaire du changement climatique.

La suite de la plénière a été consacrée à des échanges interactifs entre les élus de l'Assemblée des Territoires et la Présidente Carole DELGA qui a répondu aux différentes questions posées depuis la salle ou via l'outil numérique Wisembly©.

En préambule des différentes questions, la Présidente a rappelé la plus-value de l'Assemblée des Territoires comme un outil de démocratie territoriale unique en France, permettant de recréer le lien avec les citoyens et partager les expériences innovantes, les enjeux (notamment sur

l'urgence climatique) et faire émerger des propositions entre territoires et auprès du Conseil Régional.

Elle a par la suite insisté sur le dispositif des « Grands Sites Occitanie » qui permet de formaliser un projet de territoire mettant en avant l'ensemble de ses atouts au service d'un rayonnement touristique majeur.

Elle a également rappelé la démarche en cours sur les Contrats Territoriaux et sur les Contrats Bourg-Centre qui connaissent un véritable succès

Un dispositif spécifique pour l'avance des crédits des fonds européens

En réponse à une proposition issue de la précédente session de l'Assemblée des Territoires relative à la création d'une avance de trésorerie pour les porteurs de projets européens, la Présidente a indiqué que la Région avait décidé de mettre en place un dispositif spécifique qui sera adopté lors de la Commission Permanente du Conseil Régional le 17 avril 2019.

« Des enjeux de solidarités territoriales pour le SRADDET Occitanie 2040 »

Dans la continuité des travaux de l'Assemblée des Territoires et dans le cadre de la concertation autour du SRADDET Occitanie 2040, la Présidente a évoqué la nécessité pour ce schéma prospectif de prendre en compte 2 enjeux essentiels pour les territoires :



- stopper l'étalement urbain et permettre une meilleure répartition de la croissance démographique entre les territoires urbains et ruraux,
- bâtir un nouveau modèle de développement respectueux de l'environnement, plus économe en ressources naturelles et s'inscrivant dans une optique de solidarité entre les territoires.

Les dispositifs de reconquête des centres-villes (via la politique Bourg-Centre) ou des friches (via l'Appel à Manifestation d'Intérêt « reconquête des friches en Occitanie ») participent à cette dynamique.



Pour bâtir un nouveau modèle de développement, la Région agit au travers d'initiatives telles que « L'Occitanie dans mon assiette » ou « Zéro plastique en Resto'co », ainsi que les dispositifs d'« écochèque » à destination des particuliers pour la rénovation de leur logement ou leurs déplacements via l'« écochèque mobilité ».

Une plus grande proximité dans le dialogue entre la Région et les territoires

En réponse au besoin de proximité exprimé par les élus de l'Assemblée des Territoires lors de la précédente session, la Présidente a rappelé la création de guichets uniques dans les départements de l'Aude et de la Haute-Garonne pour la gestion des demandes de subvention et la volonté de généralisation de cette démarche sur l'ensemble des départements.

Dans cette même perspective, la Présidente a annoncé avoir retenu la proposition des élus de mettre en place un réseau d'« Ambassadeurs des territoires » pour expliquer le rôle des différents acteurs (dont la Région) au service des projets locaux.

L'Assemblée des Territoires, lieu de discussion sur la réciprocité territoriale entre urbain et rural

La Présidente a ensuite proposé à l'Assemblée des Territoires de constituer un lieu de dialogue sur la réciprocité territoriale dans le cadre du SRADDET Occitanie 2040. Pour cela, des « commissions territorialisées » pourraient être organisées au sein de cette Assemblée pour favoriser le dialogue entre les territoires urbains et ruraux.

Vers un livret grand public des actions et dispositifs existants en matière de transition écologique et énergétique en région

Les 4 ateliers thématiques qui se sont tenus lors de cette 6^{ème} session de l'Assemblée des Territoires ont permis d'identifier une problématique sur la lisibilité des aides et dispositifs existants en matière de transition écologique et énergétique. En réponse à ce constat, la Présidente propose la création d'un « livret » à destination du grand public qui recense les aides et acteurs existants au niveau régional. Sur la base d'une trame commune réalisée par les services de la Région, la Présidente propose de « territorialiser » ce document en l'adaptant aux spécificités locales. L'Assemblée des Territoires pourrait être mobilisée en ce sens.

QUESTIONS POSÉES À LA PRÉSIDENTE

L'intégration du scénario REPOS dans la politique régionale pose la question de la place accordée aux citoyens qui font des propositions pour une démarche sociale et horizontale. Quelle est votre position sur ce sujet ?

Sur cette question de la place accordée aux citoyens dans la participation à la stratégie Région à énergie positive, le Conseil Régional va lancer un appel à projets citoyen (adopté à la Commission Permanente du 19 avril 2019) autour de la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'économie circulaire. Par ailleurs, la Région va mettre en place des budgets participatifs citoyens sur la transition écologique et énergétique (proposition inscrite à la Commission Permanente du 7 juin 2019). Enfin, je rappelle que la Région a déjà lancé un appel à projet citoyens sur les coopératives citoyennes de production d'énergies renouvelables qui permet de cofinancer d'une manière équitable (1€ Région pour 1€ citoyen) les projets citoyens portés sur un territoire. Cela permet notamment de financer des projets à l'échelle de petits territoires, tel que le parc photovoltaïque de la Commune de Luc-sur-Aude.

Les JO 2024 devraient générer la création de 150 000 emplois. Comment la Région peut-elle aider les territoires à saisir cette opportunité ?

La Région a mis en place un dispositif en ce sens intitulé « Occitanie Olympique 2024 », élaboré en partenariat avec Jean CASTEX, Maire de la

Commune de Prades et délégué interministériel aux Jeux Olympiques 2024.

La Région souhaite mettre toutes les chances de son côté pour que la Région soit non seulement identifiée comme pilote pour l'accueil de stages d'entraînement et de grandes manifestations sportives, mais aussi qu'elle construise une dynamique au plus près des territoires avec les clubs sportifs de tout niveaux. La Région va aider les territoires pour leur permettre d'être identifiés comme base arrière de ces JO. Enfin, l'ensemble des bénévoles des clubs sportifs devront être associés pour avoir accès aux JO.

Madame la Présidente, au-delà du changement climatique, il ne faut pas oublier l'enjeu de la protection et de l'orientation du sol, à travers les outils EPF et SAFER. La Région doit être chef de file. Qu'en pensez-vous ?

L'Etablissement Public Foncier (EPF) Occitanie est en effet parfaitement opérationnel et œuvre, en bonne entente avec la SAFER et avec l'Agence Régionale de l'Aménagement et de la Construction (ARAC) pour mettre en place des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Dans cette optique, la Région travaille à la mise en place d'un fonds dédié pour aider à l'acquisition de terres agricoles par des collectivités locales qui ne disposeraient pas d'un surface financière trop importante.



D'une manière générale, la reconquête de friches sur les territoires constitue un enjeu de biodiversité certain. La Région doit permettre de favoriser la remise en pâturages avec des actions emblématiques telles que la réintroduction de brebis dans certains territoires. La brebis peut en effet avoir une fonction d'entretien mais également fournir une laine de qualité pour nos filatures régionales qui souffrent d'un déficit de matière première.

Que pensez-vous de la possibilité de mettre en place des services publics itinérants de type « Maison de Service au Public » en Occitanie ?

Je suis évidemment favorable à cette proposition puisque la Région finance déjà des projets itinérants de ce type. Sur certains territoires, l'itinérance pour l'accès aux services publics, pour une assistance administrative, ou pour l'accès à la culture est en effet essentielle. À ce titre, je suggère à l'Assemblée des Territoires de

se pencher plus en détails sur cette question au travers d'un atelier dédié pour bénéficier de témoignages de territoires qui ont su mettre en place de telles solutions.

Nous sommes aujourd'hui dans un lycée agricole. Il semble important de parler des difficultés d'implantation de nos jeunes agriculteurs et viticulteurs en Occitanie. Cette situation est inquiétante. Comment la Région peut-elle aider à aborder ce problème ?

La Région Occitanie a remis en place une aide à la plantation de ceps de vignes en coordination avec les professionnels. Sur la question de l'agriculture, de nombreux dispositifs existent pour l'accès au foncier agricole qui constitue le principal frein pour l'installation des jeunes.

Sur ce sujet, nous avons alerté la SAFER pour favoriser les exploitations agricoles à taille humaine et non les projets « détournés » de grands investisseurs. La reconquête de terres agricoles, notamment dans les zones de montagne, est un enjeu majeur, notamment si l'on considère une présence inégale du pastoralisme sur ces territoires spécifiques.

Les PÉTR et les territoires servent pour les Communes, les Départements, la Région et l'État « d'organiseurs » des financements publics. Cette question implique plus d'ingénierie locale. Quelle est la solution ?

La solution existe déjà puisque le dispositif régional d'aide à l'ingénierie permet, selon le type de territoire, de subventionner sur le territoire entre 50 000 € et 80 000 €.

La participation des citoyens permettra une transition énergétique efficace, basée en premier lieu sur la réduction de la consommation. Pour autant, les citoyens concernés par le développement des énergies renouvelables estiment nécessaire d'établir un guide de gestion durable du territoire. Nous souhaitons connaître votre position sur son élaboration et son opportunité de l'inscrire comme préconisation forte vis à vis des collectivités dans le cadre du SRADDET Occitanie 2040.

Un des grands objectifs du SRADDET est d'aboutir à la définition d'un modèle de développement moins consommateur en énergie et en surfaces agricoles (tendre vers un objectif de 0% d'artificialisation nette à l'horizon 2040).

La Région va amplifier d'une manière significative son soutien sur la rénovation énergétique des bâtiments. Au-delà de l'écochèque, nous souhaitons créer un Service Public de l'efficacité et de la performance énergétique en travaillant avec les espaces info-énergies et l'ADEME ainsi qu'en finançant les démarches d'ingénierie liées.

Sur la question des transports collectifs, l'objectif est de disposer à la fois d'un meilleur maillage ferroviaire ainsi que d'un meilleur cadencement. Le développement de nouvelles

liaisons par autocar est également une solution pour permettre de favoriser une mobilité pour tous et sur l'ensemble des territoires : par exemple, la nouvelle ligne transversale entre le sud du Tarn, le nord de la Haute-Garonne et Montauban.

Néanmoins, un obstacle juridique subsiste pour la création de lignes entre le rural et l'urbain, notamment autour des Métropoles de Toulouse et de Montpellier. En effet, l'augmentation rapide de la population s'étant faite en dehors des aires métropolitaines (au-delà de 20 à 30 km), la réponse à apporter est globale. Or, dans cette configuration, la création de nouvelles lignes de transport par autocar implique un accord pour la mise en place de voies dédiées avec pas moins de 4 interlocuteurs (propriétaires) différents : Conseil Départemental, État, Métropoles et État concédé via les autoroutes.

Faisant partie d'un Département desservi par la ligne ferroviaire du Cévenol, je constate des difficultés grandissantes pour disposer d'un service de qualité de cette ligne. La Région ne pourrait-elle pas envisager la possibilité de faire circuler des trains à hydrogène sur cette ligne ?

La ligne ferroviaire du Cévenol ne dispose pas, pour l'instant, des caractéristiques techniques nécessaires pour faire circuler des trains à hydrogène.

Contrairement à l'Allemagne, le train à hydrogène n'est pas, à ce jour, autorisé en France. Néanmoins, la Région souhaite être un lieu d'expérimentation sur des « bouts de lignes » (en cours sur une ligne récemment fermée dans les Pyrénées).



© Laurent Boutonnet - Région Occitanie




HÔTEL DE RÉGION

Toulouse

22, bd du Maréchal Juin - 31406 Toulouse cedex 9
05 61 33 50 50

Montpellier

201, av. de la Pompignane - 34064 Montpellier cedex 2
04 67 22 80 00

 @occitanie|laregion.fr



La Région
Occitanie
Pyrénées - Méditerranée